



La Commune



Appel à une riposte unitaire démocratique

Communiqué

HALTE A LA VIOLENCE DE L'ÉTAT –
HALTE A LA RÉPRESSION –
HALTE A L'ÉTAT D'EXCEPTION –
AMNISTIE DE TOUS LES MANIFESTANTS CONDAMNÉS



Nous pouvons apprécier la mobilisation en gilets jaunes de différentes manières. Depuis le 17 novembre dernier, pour notre part (et comme de nombreuses autres organisations) nous soutenons inconditionnellement cette mobilisation, du seul fait de la revendication qui l'a fait se lever : annulation de la hausse de la taxe Carburant, abrogation de la taxe carburant. Mobilisation qui tend à déboucher sur un combat pour les salaires et les pensions, pour leur réindexation sur les prix. De plus, nous savons qui, face à cette mobilisation, combat la démocratie et provoque la violence : Macron-Castaner. Ce tandem agit ainsi en s'appuyant sur tout l'arsenal juridique que Hollande-Valls lui ont légué et qu'ils peuvent encore durcir. Le tapage médiatique incessant sur le « fascisme » sert à couvrir la répression « en marche ». Cette répression a déjà causé plus de blessés qu'en mai-juin 1968. Il appartient à l'ensemble du mouvement ouvrier et démocratique de prendre fait et cause contre le déchaînement de cette violence d'État, pour l'amnistie de tous les manifestants condamnés, la libération de tous les manifestants emprisonnés. Explication.

Ce samedi 23 décembre, les medias aux ordres relatent l'agression de trois motards des forces de l'ordre par des manifestants, hors contexte. Nous ne sommes évidemment pas partisans de la violence gratuite. Un des motards a donc sorti son arme et c'est cela que la propagande d'État a voulu justifier. Heureusement, le motard n'a pas tiré. Pour couvrir l'événement, le dénommé Griveaux a fait état de « fascistes, putschistes, lâches »...Le lendemain, nous apprenons qu'avant cette altercation, ces agents des

forces de l'ordre avaient lancé une grenade de type assourdissante pouvant provoquer de très graves lésions face à des gens qui ne faisaient alors que manifester. Sachez qu'un pays comme la Biélorussie est considéré en Europe comme une dictature du fait de ce type de répression des manifestations, que ce type de grenade est interdit dans les autres pays d'Europe.

Sachez qu'en France, appeler à une manifestation qui n'est pas autorisée par la préfecture est un délit passible de prison.

Dans sa grande majorité, la population sait que le pouvoir est à l'origine des violences, de par la violence de ses mesures antisociales et la violence de ses dispositifs policiers, policiers sommés d'exécuter des ordres venus d'en haut, avec un ministre de l'Intérieur qui tient un Poste de commandement.

Nous sommes confrontés au mécanisme des interpellations préventives, à la confiscation des moyens de protection du visage face aux gaz lacrymogènes, à des violences qui mutilent à vie. Cette situation est actuellement dénoncée par Amnesty International

Comme tous les militants ouvriers, tous les citoyens épris de justice et de liberté, nous entendons combattre l'extrême-droite et la réaction. Or, il n'est pas possible de combattre l'extrême droite sans combattre les agissements du pouvoir contre les manifestations, impossible de combattre l'extrême droite sans combattre la répression déchaînée par Macron-Castaner.

Nous attendons de nos organisations syndicales, de nos associations de défense des droits humains qu'elles organisent la nécessaire riposte démocratique à cette dérive totalitaire du pouvoir.

Secrétariat du CN de La Commune - pour un parti des travailleurs

25-12-2018

Modifié le mercredi 26 décembre 2018

Voir aussi dans la catégorie Déclarations

COMMUNIQUÉ



Communiqué du groupe La Commune

Conformément à ses statuts, et sur proposition de son Comité National, l'assemblée générale des militant.e.s du groupe La Commune, section française de la Ligue Internationale Socialiste... »

DÉCLARATION



L'avenir de la Kanaky-Nouvelle-Calédonie ne peut pas se faire sans le peuple kanak

Droit au peuple kanak à disposer de lui-même et à l'indépendance ! Report du référendum du 12 décembre 2021 ! »



LIGUE SOCIALISTE

Déclaration de la LIS : L'Etat sioniste sera détruit, un Moyen-Orient socialiste renaîtra de ses cendres

La Commune relaie la déclaration de la Ligue socialiste internationale »

NOTES

RETRAIT DE LA LOI « SECURITE GLOBALE » - MANIFESTATION AUJOURD'HUI SAMEDI 28 NOVEMBRE 2020

DECLARATI

28 NOVEMBRE 2020

C'est désormais au grand jour que la crise de fin de régime s'expose et interpelle chacun et chacune, dans une violence inouïe menée par la police aux ordres du gouvernement. Macron peut bien,... >>



COMMUNIQU

Journée Internationale pour l'élimination de la violence contre les femmes

Communiqué du 25 novembre 2020 >>



COMMUNIQU

Communiqué

C'est avec la plus extrême fermeté que nous condamnons l'assassinat barbare qui a été commis le vendredi 16 octobre 2020 contre Samuel Paty, professeur d'histoire à... >>

